

**Le Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba inc.**

États financiers
31 mars 2018

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Table des matières

31 mars 2018

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
État des résultats et de l'évolution de l'actif net	4
État des flux de trésorerie	5
Notes afférentes aux états financiers	6-13

CSTP CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANT

COMPTABLE PROFESSIONNELLE AGRÉÉE

63073 DEACON ROAD, P.O. Box 7 GRP 559 RR5, WINNIPEG, MB R2C 2Z2

TEL. 204.222.0836 CELL. 204.801.1082 EMAIL. CSTPCA@MTS.NET

Le 27 septembre 2018

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres et au conseil d'administration de

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2018, et l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.** au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, conformément aux Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada.

*CSP Chartered Professional Accountant
Comptable professionnelle agréée*

Winnipeg (Manitoba)

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Bilan

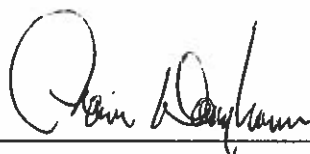
Au 31 mars 2018

				31 mars 2018	31 mars 2017
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
Encaisse	-	314 125	-	314 125	246 511
Subventions à recevoir	256 934	-	-	256 934	511 421
Comptes à recevoir	121 289	5 562	-	126 851	5 735
TPS à recevoir	10 284	-	-	10 284	19 189
Frais payés d'avance	3 811	-	-	3 811	3 285
Placements (note 3)	-	292 289	-	292 289	343 317
Prêts aux petites entreprises (note 4)	-	284 439	-	284 439	261 509
Parts de surplus Caisse Groupe Financier Ltée.	1 706	18 302	-	20 008	20 008
Immobilisations (note 5)	-	-	48 062	48 062	46 221
	394 024	914 717	48 062	1 356 803	1 457 196
PASSIF ET ACTIF NET					
PASSIF					
Avances bancaires (note 6)	31 663	-	-	31 663	265 118
Comptes à payer et dettes courues	198 758	6 967	-	205 725	58 922
Revenus reportés (note 8)	113 432	-	-	113 432	194 308
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 7)	-	-	34 732	34 732	32 096
Dettes à long terme (note 9)	-	284 439	-	284 439	261 509
	343 853	291 406	34 732	669 991	811 953
ACTIF NET					
Fonds général (note 2)	25 171	-	-	25 171	19 718
Fonds d'investissement (note 2)	-	623 311	-	623 311	611 400
Fonds de réserve (note 2)	25 000	-	-	25 000	-
Fonds des immobilisations (note 11)	-	-	13 330	13 330	14 125
	50 171	623 311	13 330	686 812	645 243
	394 024	914 717	48 062	1 356 803	1 457 196

Approuvé au nom du conseil d'administration :



Président



Trésorier

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**
État des résultats et de l'évolution de l'actif net
31 mars 2018

				2018	2017
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Total \$	Total \$
Revenus					
Accords de contributions et					
Diversification de l'économie de					
l'Ouest Canada	545 000	-	-	545 000	545 000
Service Canada	520 000	-	-	520 000	520 000
Patrimoine canadien	165 000	-	-	165 000	165 000
Projets (note 14)	910 291	-	-	910 291	1 681 362
Divers (note 15)	165 850	-	-	165 850	134 458
Intérêts	-	25 626	-	25 626	24 379
Amortissement des apports reportés aux immobilisations	-	-	10 001	10 001	4 239
	<u>2 306 141</u>	<u>25 626</u>	<u>10 001</u>	<u>2 341 768</u>	<u>3 074 438</u>
Dépenses					
Salaires et bénéfices	1 185 537	-	-	1 185 537	1 313 088
Frais professionnels et consultants	278 424	-	-	278 424	926 005
Loyer et entretien des locaux	229 710	-	-	229 710	228 449
Publicité et marketing	169 186	-	-	169 186	167 033
Kilométrages, repas et frais de voyages	138 248	-	-	138 248	224 740
Frais de bureau	88 375	-	-	88 375	60 564
Allocations aux participants et remboursements aux employeurs	81 304	-	-	81 304	-
Divers (note 15)	72 920	-	-	72 920	72 943
Télécommunications	22 473	-	-	22 473	22 027
Intérêts sur dette à long terme	-	13 709	-	13 709	13 663
Amortissement	-	-	12 601	12 601	6 764
Assurances	5 042	-	-	5 042	4 942
Frais bancaires et intérêts	1 403	6	-	1 409	1 738
Frais de poste et livraison	1 261	-	-	1 261	2 358
	<u>2 273 883</u>	<u>13 715</u>	<u>12 601</u>	<u>2 300 199</u>	<u>3 044 314</u>
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	32 258	11 911	(2 600)	41 569	30 124
Transfert pour achats en immobilisations	(1 805)	-	1 805	-	-
Actif net au début de l'exercice	<u>19 718</u>	<u>611 400</u>	<u>14 125</u>	<u>645 243</u>	<u>615 119</u>
Actif net à la fin de l'exercice	<u>50 171</u>	<u>623 311</u>	<u>13 330</u>	<u>686 812</u>	<u>645 243</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

État des flux de trésorerie

31 mars 2018

	2018 \$	2017 \$
Activités liées au fonctionnement		
Contributions gouvernementales	2 290 297	2 758 591
Contributions non-gouvernementales	43 464	130 965
Argent reçu des clients et commandites	140 529	109 667
Argent payé aux fournisseurs et aux employés	(2 237 985)	(2 933 977)
Intérêts sur dépôts à terme	10 357	7 658
Intérêts sur dette à long terme	(7 930)	(13 479)
	<u>238 732</u>	<u>59 425</u>
Activités liées au financement		
Prêt à long terme déboursé	75,000	115,000
Contributions gouvernementales pour achats d'immobilisations	12,638	24,657
Repaiement de la dette à long terme	(52 071)	(69 679)
	<u>35 567</u>	<u>69 978</u>
Activités liées aux investissements		
Prêts aux petites entreprises	(9 816)	(31 842)
Placements	51 028	(122 659)
Achats d'immobilisations	(14 442)	(35 532)
	<u>26 770</u>	<u>(190 033)</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse pour l'exercice	<u>301 069</u>	<u>(60 630)</u>
Encaisse au début de l'exercice	<u>1 401</u>	<u>62 031</u>
Encaisse à la fin de l'exercice	<u>302 470</u>	<u>1 401</u>
Représenté par:		
Encaisse - Fonds d'investissements	314 125	246 511
Parts de surplus	20 008	20 008
Avances bancaires - Fonds général	(31 663)	(265 118)
	<u>302 470</u>	<u>1 401</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

1 Constitution

La société fut constituée comme société sans capital-actions et à but non-lucratif en vertu de la loi sur les corporations du Manitoba. Elle débuta ses activités en janvier 1996.

La société a comme mission de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba ("AMBM").

La société est exempte d'impôt sous l'article 149 (1)(l) de la loi d'impôt sur le revenu.

2 Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilité par fonds

Les revenus et les dépenses afférentes à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans le *fonds général*.

Les revenus d'intérêts, les revenus, les dépenses ainsi que les gains et pertes sur les ressources du fonds d'investissement sont présentés dans le *fonds d'investissement*. Les revenus tirés de ressources du fonds d'investissement sont grevés d'affectations externes.

Le *fonds des immobilisations* présente les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses afférents aux immobilisations.

Le *fonds de réserve* a été établi avec des ressources que la société a mis de côté (25 000 \$ cette année) afin d'aider à financer certains projets. Le fonds est grevé d'affectations internes.

b) Constatation des revenus

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés tels que les subventions des pouvoirs publics et les revenus d'intérêts du fonds d'investissements sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde des subventions reçues est reporté aux années futures comme revenus reportés sur le bilan.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations sont constatés comme revenu selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises. Les fractions non-amorties des subventions reçues désignées à l'acquisition des immobilisations sont reportées aux années futures comme apports affectés afférents aux immobilisations sur le bilan.

Les apports non affectés tels que les intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

2 Principales méthodes comptables *(suivi)*

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Améliorations locatives	99 mois
Mobilier et équipements	10 ans
Équipement informatique	3 ans

d) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission.

Au cours des périodes ultérieures, les instruments de capitaux propres négociés sur un marché actif sont comptabilisés à leur juste valeur, tout gain ou toute perte non réalisé étant comptabilisé dans l'état de résultats. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement diminué de toute perte de valeur.

Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque des changements de situation indiquent que l'actif pourrait s'être déprécié.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition, à la sortie ou à l'émission des instruments financiers sont passés en charges dans le cas des éléments qui sont réévalués à la juste valeur à la date de chaque état de la situation financière et ils sont imputés aux instruments financiers dans le cas de ceux qui sont évalué au cours après amortissement.

e) Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de la société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant l'encaisse, les avances bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les parts de surplus. De plus, les dépôts à terme du fonds d'investissements détenus comme sécurité contre la dette à long-terme ne sont pas inclus dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

f) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers, selon les normes comptables pour organismes sans but lucratif du Canada, exige que la direction établisse des estimations et formule des hypothèses à l'égard des montants d'actif et de passif portés au bilan et des éléments de l'actif et du passif éventuels à la date du bilan ainsi que des montants de revenus et de dépenses imputés au cours de l'exercice couvert par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

2 Principales méthodes comptables (suivi)

g) Fonds d'investissement

Le fonds d'investissement est un fonds d'affectation externe. Il fut établi par des contributions de 500 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ('DÉO'). Ce fonds a pour bût de fournir des prêts aux petites entreprises dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et dans les autres communautés francophones.

L'accord du 15 septembre 1998 relatif au fonds d'investissement a pris fin le 31 mars 2011.

Ayant reçu l'assurance de la société que les fonds continueraient d'être utilisés selon l'usage auquel ils étaient originalement destinés, DÉO a décidé de laisser la gestion des fonds aux soins de la société.

3 Placements

Les placements comprennent des dépôts à terme détenus à la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 1,8 % à 4,75 %.

Ces dépôts à terme viennent à échéance comme suit mais sont encaissables en tout temps sans pénalité:

	\$
Exercice terminé le 31 mars 2022	57 318
2024	159 971
2025	75 000
	<u>292 289</u>

4 Prêts aux petites entreprises

Les prêts aux petites entreprises varient de 16 189 \$ à 74 914 \$. Ils portent intérêts à des taux de 5,0 % à 6,75 % et sont remboursables sur une période de 5 à 7 ans. Au 31 mars 2018 la société a jugé nécessaire de maintenir la provision pour créances douteuses de 20 000 \$ établi en 2015-2016 par rapport à une lettre de garantie.

	31 mars 2018 \$	31 mars 2017 \$
Prêts aux petites entreprises	304 439	281 509
Moins: Provision pour créances douteuses	<u>(20 000)</u>	<u>(20 000)</u>
	<u>284 439</u>	<u>261 509</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

5 Immobilisations

	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	54 524	42 398	12 126	54 524	40 725	13 799
Mobilier et équipements	168 403	151 831	16 572	168 403	148 484	19 919
Équipements informatiques	38 471	19 107	19 364	24 029	11 526	12 503
	<u>261 398</u>	<u>213 336</u>	<u>48 062</u>	<u>246 956</u>	<u>200 735</u>	<u>46 221</u>

6 Avances bancaires

La société a une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux de base de l'institution financière plus 1,5 % (5,20 % au 31 mars 2018). Un contrat de sûreté en premier rang sur tout l'actif de la société a été grevé en garantie de la marge de crédit.

7 Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations présentés comprennent les fractions non-amorties des subventions reçues ayant servi à l'acquisition des immobilisations.

L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est comme suit :

	31 mars 2018 \$	31 mars 2017 \$
Solde, au début de l'exercice	32 096	11 678
Subventions reçues ayant servi à l'acquisition d'immobilisations		
CDÉA - Centre d'Excellence	-	10 000
Emploi et développement social Canada - Premier Choix	12 637	14 657
Montant amortis dans les résultats	<u>(10 001)</u>	<u>(4 239)</u>
Solde, à la fin de l'exercice	<u>34 732</u>	<u>32 096</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

8 Revenus reportés

Les revenus reportés de la société comprennent les fractions des fonds reçus pour les projets non-complétés au cours de l'exercice considérés et destinés à couvrir les charges de projets durant l'exercice subséquent. Les montants reliés aux projets Éco-Ouest ont été transférés au nouvel organisme à but non lucratif qui a été créé cette année. Le projet Éco-Ouest est maintenant géré par ce nouvel organisme.

	Revenus reportés au 31 mars 2017 \$	Montants reçus et à recevoir \$	Revenus reconnus \$	Revenus reportés au 31 mars 2018 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	45 417	499 583	(545 000)	-
Revenus divers (note 15)	13 875	160 991	(140 850)	34 016
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets jeunes entreprises	8 771	25 000	(26 626)	7 145
Autres projets (note 14)	37 837	39 696	(20 112)	57 421
RDÉE Canada - Corridor touristique	-	25 000	(10 135)	14 865
Division scolaire franco-manitobaine - E-index	20 000	-	-	20 000
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets coops	4 985	-	-	4 985
Municipalités divers du Manitoba - Projet Éco-Ouest	63 423	(63 423)	-	-
	<u>194 308</u>	<u>686 847</u>	<u>(742 723)</u>	<u>138 432</u>

9 Dette à long-terme

La dette à long-terme comprend les emprunts de la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 5,0 % à 6,75 % remboursables en versements mensuels de 4 720 \$ comprenant le capital et les intérêts et remboursable sur une période de 5 à 7 ans. Les placements de la société sont grevés en garantie des emprunts.

10 Engagements

Les engagements minimaux pour les prochains cinq ans en vertu de baux pour locaux renouvelé jusqu'en juin 2020 et en vertu de baux d'équipements se terminant en janvier 2019 et en novembre 2024 se répartissent comme suit :

	Locaux \$	Équipements \$	Total \$
Exercice se terminant le 31 mars 2019	214 771	18 902	233 673
2020	214 771	17 127	231 898
2021	53 693	17 127	70 820
2022	-	17 127	17 127
2023	-	17 127	17 127

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

11 Fonds des immobilisations

	31 mars 2018 \$	31 mars 2017 \$
Immobilisations	48 062	46 222
Moins: Apports reportés	(34 732)	(32 096)
Fonds des immobilisations	<u>13 330</u>	<u>14 126</u>

12 Gestion du capital

Le capital de la société est constitué de ses actifs nets. Les objectifs de la société en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. La société gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant. Comme organisme sans but lucratif, la société est dépendante des revenus annuels de subventions. Depuis la période précédente, il n'y eu aucun changement à ce que la société considère comme faisant partie de son capital.

13 Exposition et gestion des risques reliés aux instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers de la société l'exposent à divers risques dans le cours normal de ses activités. La société s'est donnée pour objectif de maximiser son profil risque-rendement, à l'intérieur des limites établies, en appliquant des stratégies, des politiques et des procédures de gestion du risque à l'ensemble de ses activités. L'analyse qui suit permet d'évaluer ces risques au 31 mars 2018.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la société subisse des pertes en raison de l'incapacité de ses débiteurs de remplir leurs obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la société à de fortes concentrations de risques de crédit sont principalement les prêts aux petites entreprises, les subventions et comptes à recevoir. Le risque de crédit est élevé par rapport aux prêts aux petites entreprises vu qu'ils sont souvent des prêts à plus haut risque. Toutefois, le risque à la société par rapports aux subventions et comptes à recevoir n'est pas considéré important puisque les créances sont réparties parmi une vaste clientèle et les paiements sont normalement perçus en temps opportun. 20 000 \$ des montants à recevoir reliés au fonds d'investissement au 31 mars 2018 ont été jugé comme étant des créances douteuses. La société effectue, de façon continue, des suivis auprès de ses clients.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. La société maintient son fonds de roulement à un niveau convenable qui lui permet de remplir toutes ses obligations en temps opportun.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

13 Exposition et gestion des risques reliés aux instruments financiers (suivi)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation des taux d'intérêts commerciaux. La société est exposée au risque de taux d'intérêt puisque les placements portent intérêt à des taux fixes, la marge de crédit porte intérêt à un taux variable et la dette à long terme à des taux fixes. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation aux taux de change. La société n'est pas exposée au risque de change du fait que tous ses instruments financiers sont libellés en dollars canadiens et que le nombre de transactions effectuées en devises étrangères est minime.

14 Revenus - Projets

Le détail des revenus pour les projets spéciaux réalisés durant l'exercice est comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Revenus		
Emploi et développement social Canada - Premier Choix	260 945	257 576
Citoyenneté et Immigration Canada	240 261	215 368
Secrétariat du tourisme Manitoba	172 100	172 100
Province du Manitoba – Croissance, Entreprise et Commerce (note 16)	94 708	143 373
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet jeunes entreprises	26 626	21 943
Conseil de développement économique de l'Alberta - projet mentorat	26 000	29 426
Autres projets	20 112	48 382
Jeunes Entreprises Manitoba	20 004	18 753
Patrimoine Canadien - Festival du patrimoine de Montcalm	19 400	-
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes - immigration	15 000	-
RDÉE Canada - Corridor touristique	10 135	-
Bureau de l'éducation française du Manitoba - projet jeunes entreprises	5 000	5 000
Diversification économique de l'Ouest - Éco Ouest - projets verts	-	308 590
Green Manitoba - Éco-Ouest	-	100 000
Stratégie du Manitoba en faveur des coopératives	-	65 811
Fonds venant des municipalités du Manitoba	-	65 249
Gestion des ressources hydriques Manitoba - Éco-Ouest	-	50 000
Fonds venant des municipalités d'Alberta - Éco-Ouest	-	50 000
Association of Manitoba Municipalities - Éco-Ouest	-	50 000
RDÉE Canada - Éco-Ouest	-	39 353
International Institute for Sustainable Development - Éco-Ouest - Atelier PRAC	-	37 001
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes - industrie culturelle	-	3 178
Division scolaire franco manitobaine - projet des métiers	-	259
	910 291	1 681 362

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

15 Divers – Revenus et dépenses

Le détail des revenus divers et des dépenses diverses de l'exercice est comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Revenus		
Divers - locations, photocopies, etc.	119 628	81 797
Omnium de golf	38 086	41 622
Comité social	4 772	5 281
Fosse aux lions	3 364	5 758
	<u>165 850</u>	<u>134 458</u>
Dépenses		
Omnium de golf	23 085	26 622
Fosse aux lions	16 628	18 000
Divers - items promotionnels, cadeaux, pourboires, etc.	14 720	19 546
Premier Choix	7 715	810
Centre de développement économique de l'Alberta - projet de mentorat	6 000	-
Comité social	4 772	5 281
Projet Tourisme	-	1 538
Projets Eco-Ouest	-	1 146
	<u>72 920</u>	<u>72 943</u>

16 Province du Manitoba – Croissance, Entreprise et Commerce

La Province du Manitoba a fourni une subvention pour un programme de Croissance économique.

Les dépenses du programme furent comme suit:

Dépenses

Salaires et bénéfices	71 730
Frais de bureau	11 675
Frais professionnels et consultants	8 089
Kilométrages, repas et frais de voyages	3 214
	<u>94 708</u>

